

Plate – forme **Migrations&Intégration**

www.minte.lu

Luxembourg, le 16 avril 2015

Qui veut troubler la discussion sur le droit de vote des non-Luxembourgeois ? Mise au point de la Plate-forme Migrations & Intégration

Depuis quelques jours les adversaires du Awunnerwahlrecht s'interrogent sur la composition de la Plate-forme Migrations & Intégration, sur le positionnement de ses membres et sur son financement. Raison pour laquelle nous, Plate-forme Migrations & Intégration, entendons clarifier certains aspects.

La Plate-forme Migrations & Intégration fut créée en 2007 au moment des discussions autour des nouvelles lois d'immigration, d'intégration et de la nationalité. Elle est un lieu d'échange, de réflexion et d'approfondissement des défis posés par l'immigration et l'intégration. Depuis sa création, la plate-forme s'est prononcée sur de nombreux sujets en rapport avec ces thématiques.

Elle a suspendu ses activités en 2013 en faveur de l'alliance de la société civile www.alliance2013.lu. à l'occasion de l'Année Européenne de la Citoyenneté

En 2014, plusieurs associations se sont mises d'accord pour relancer les activités de la Plate-forme Migrations & Intégration en vue notamment du référendum qui s'annonçait concernant le droit de vote des étrangers au Luxembourg et de la réforme de la loi de la nationalité.

La Plate-forme ne regroupe que des associations constituées en droit luxembourgeois actives depuis longtemps dans l'espace public luxembourgeois. Certaines de ses associations ont des racines « étrangères », d'autres font partie du tissu associatif luxembourgeois. Elle regroupe en outre des syndicats importants au Luxembourg. Ceci est bien le reflet de la composition multiculturelle de la société luxembourgeoise

La Plate-forme regroupe plusieurs organisations membres participant aux échanges sur les questions d'intégration et d'immigration mais qui ne se sont pas toutes prononcées, pour diverses raisons, pour le « Oui » ou le « Non » à la question 2 du référendum du 7 juin 2015. C'est le cas de l'UGDA mais aussi de Caritas ou de la CGJL.

Tout en participant aux discussions au sein de la plate-forme, ces organisations ne veulent pas prendre position sur la question référendaire. Comme elles sont membres de Minté, leurs logos s'affichent sur le site internet www.minte.lu.

La Plate-forme a également lancé un appel à de nombreuses organisations de la société civile en leur demandant de soutenir le principe de la participation des citoyens résidents non-Luxembourgeois aux élections législatives. Jusqu'à ce jour plus de deux dizaines d'organisations ont donné leur accord – liste en annexe. D'autres ont répondu ne pas vouloir figurer sur cette liste tout en soutenant le principe.

Plate – forme **Migrations&Intégration**

www.minte.lu

La plate-forme est un lieu de débat et d'échange ouvert qui regroupe donc des membres qui ne se sont pas tous prononcés pour le droit de vote de tous les résidents. Aucun logo n'a été mis sur le site [minte.lu](http://www.minte.lu) sans accord préalable.

Concernant la question du financement, il s'agit clairement d'une question destinée à semer le trouble et le doute. La réponse ne peut être plus claire : la Plate-forme finance ses activités avec l'apport des organisations membres et de dons, sans le moindre denier public et s'appuie sur de nombreux bénévoles de la plateforme.

Nous regrettons que des organisations – comme l'UGDA - qui s'engagent sincèrement pour l'intégration des non-Luxembourgeois dans leurs structures, soient épinglées ainsi par des polémiques politiciennes. Dans ce sens nous regrettons, mais respectons que l'UGDA ait demandé à ce que son logo soit enlevé du site [minte.lu](http://www.minte.lu).

C'est le vivre ensemble d'une population comptant 46% de non luxembourgeois qui nous tient tous à cœur. Participer au débat au sein d'une plateforme et offrir des moments de discussion au niveau local est un moyen pour réfléchir et débattre de cette question. La plate-forme a dans son matériel de discussion toujours avancé de vrais arguments sans agiter des peurs et est ouverte aux débats fondés avec les partisans du « Non ». Dans ce sens elle a invité les communes et réseaux de communes à inviter ces derniers aux réunions d'information locales au même titre que la plate-forme.

Plate-forme Migrations & Intégration